

4-3 The Challenges of the French Military Budget for the Future Les défis du budget militaire français pour l'avenir par Dr Jean-Paul Doguet

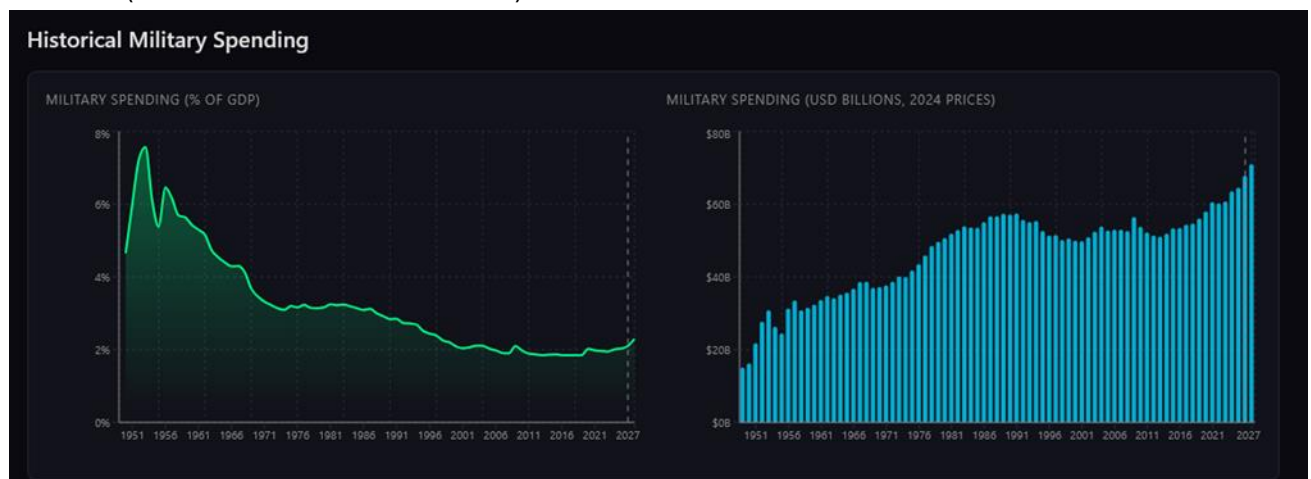
- Date: 13 Juin 2026 15:00
- Lieu: Hotel Hilton, Kalastajatorpa
- Intervenant: **Dr Jean-Paul Doguet, Président Eurocapitales International et Eurocapitales Paris, Professeur d'études supérieures**

1° Analyse

Je voudrais, pour commencer, situer la France, **puissance moyenne**, parmi les autres armées du monde. Plusieurs critères permettent de classer un pays, dont l'effectif de ses armées, le personnel, qui n'est en aucun cas un indicateur de compétence et de valeur. Dans ce classement, la France se situe en bas de l'échelle. Elle compte 445 000 hommes, en incluant la réserve et la gendarmerie, ce qui n'est pas particulièrement impressionnant. Mais un autre critère entre en jeu : un ensemble d'indicateurs, dont le budget. Le site web américain Powerranking classe la France au 6e rang des puissances militaires, derrière l'Inde, la Chine et même la Corée du Sud, mais devant l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ce site souligne toutefois que la France gagne actuellement en puissance grâce à ses efforts pour renforcer sa position militaire actuelle.

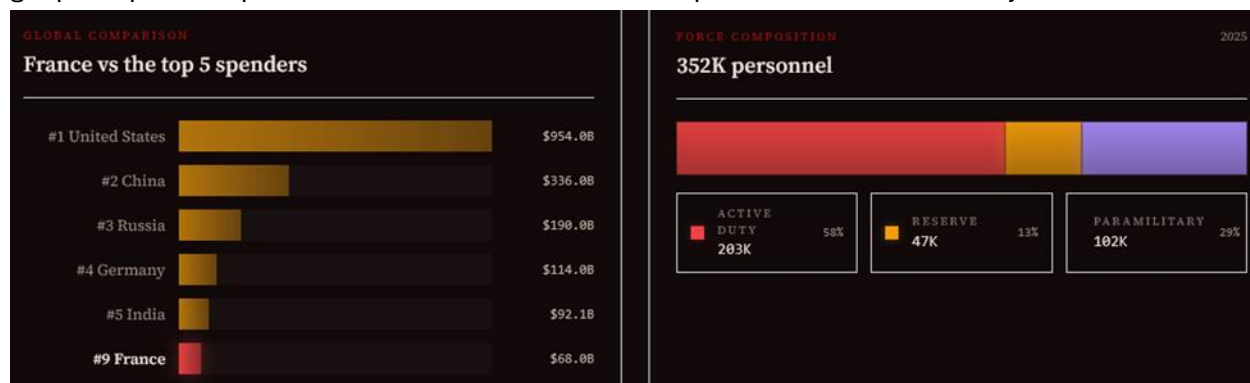
Dépenses militaires de la France en 2026 : 69,4 milliards de dollars

Examinons les chiffres relatifs à sa **situation passée**. Vous constaterez que son budget militaire est important (estimation récente pour 2026) en valeur absolue. Il se classait au 8e ou 9e rang mondial en 2026 et continue d'augmenter. Il pourrait (et va probablement) atteindre un niveau record dans les années à venir. Pour comprendre pourquoi cette valeur est si élevée, même au regard des normes internationales, il est important de comprendre l'histoire de la France. Voici deux graphiques : à gauche, le pourcentage du budget militaire dans le budget total français ; à droite, le montant des dépenses militaires en valeur absolue. Fait surprenant, les deux graphiques évoluent en sens inverse : le pourcentage diminue tandis que la valeur absolue augmente. L'explication est simple : la croissance et la prospérité de la France. De 1950 à environ 1975, le budget a connu une croissance continue, et bien que sa valeur absolue ait continué d'augmenter, son pourcentage relatif a diminué par rapport à d'autres secteurs (comme l'éducation et la santé).



Vous remarquerez peut-être sur le graphique de gauche plusieurs pics dans la courbe. L'un d'eux correspond plus ou moins aux années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, vers 1951, un autre est plus tardif, vers 1955. Ces pics correspondent aux deux guerres coloniales menées par la France, en Indochine puis en Algérie (dont la crise de Suez fait partie). En Indochine, les États-Unis sont progressivement devenus le principal contributeur (l'ennemi étant communiste). Par ailleurs, le montant absolu des dépenses ne cesse d'augmenter. Pourquoi ? En raison d'événements majeurs de l'histoire militaire française. Juste après la fin de notre passé colonial, la France est devenue une puissance nucléaire en 1960. En réalité, la décision de construire et de tester une bombe atomique a été prise en

1954 par Pierre Mendès-France, mais sa mise au point n'a été achevée qu'en 1958 et son premier essai a eu lieu en 1960. Or, les ogives nucléaires sont coûteuses à entretenir et nécessitent de nombreux autres équipements et armements, tels que des sous-marins nucléaires, des avions de chasse, etc. C'est pourquoi la courbe des dépenses ne cesse de s'élever. Si la France n'avait pas développé l'arme nucléaire, la courbe de limitation des dépenses serait probablement beaucoup moins abrupte. La production et la maintenance d'armes nucléaires sont extrêmement coûteuses. Par ailleurs, le graphique met clairement en évidence des seuils, c'est-à-dire des périodes où la courbe tend à se stabiliser. L'un d'eux correspond plus ou moins à 1987, point de départ de la Perestroïka et de la fin de la guerre froide, tandis qu'un autre se situe en 2012, année où, au contraire, les dépenses repartent à la hausse. L'absence de discontinuité notable sur ce graphique s'explique par le fait que l'effort militaire français n'a jamais été véritablement aligné sur celui de l'OTAN. Son objectif principal était de garantir la sécurité **et** l'indépendance de la France. Ainsi, contrairement à l'Allemagne ou aux Pays-Bas, le lien avec le contexte géopolitique n'est pas aussi direct. On constate donc que la courbe ne diminue jamais vraiment.



2° Situation actuelle

Le budget militaire français présente plusieurs spécificités. Il n'est pas voté annuellement, mais environ **tous les sept ans**. La France dispose d'une loi, la Loi de programmation militaire (LPM), qui prévoit les dépenses militaires sept ans à l'avance. Ce système est inscrit dans la Constitution. Instituée par De Gaulle, il visait à assurer la continuité et à prévenir toute rupture brutale de l'effort militaire français, notamment en matière d'armement nucléaire. Cela signifie que les décisions concernant l'avenir doivent être prises dès maintenant. Mais cela implique également que les dépenses sont décidées sans tenir compte des recettes.

Autre spécificité : le financement de l'armement nucléaire. La part du budget militaire français consacrée à l'armement nucléaire est en constante diminution. Elle atteignait 50 % en 1965, 40 % en 1970 et 30 % en 1985. En 2024, elle représentait 11 % et **en 2026, 13 %**. Comment expliquer cette tendance à la baisse, qui pourrait s'inverser dans les années à venir ? La **construction d'armes nucléaires** est extrêmement coûteuse, plus encore que **leur simple entretien** ou même leur modernisation. De plus, la France devait non seulement assurer leur maintenance, mais aussi construire des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), indispensables à la crédibilité de sa dissuasion, sans oublier les **essais nucléaires** menés en Algérie et en Polynésie. Le pourcentage des investissements dans l'armement nucléaire est aujourd'hui de nouveau en hausse compte tenu du contexte actuel.

Pourquoi ce revirement, qui ne se limite pas aux armes nucléaires ? Pour deux raisons (différentes) : **l'effet Poutine et l'effet Trump**. L'attaque contre la Crimée en 2014 et l'agression contre l'Ukraine ont modifié la perception de la Russie et ont conduit à la conclusion qu'il existait une menace russe pour toute l'Europe. La France a dû renoncer à la vente de porte-hélicoptères Mistral à la Russie. Tous étaient hors service, mais comme la Russie était alors considérée comme un ennemi, ils ont été vendus à l'Égypte. On observe bien sûr une tendance à la hausse des budgets militaires. Mais il faut aussi noter que les sanctions contre la Russie ont un impact positif sur la position internationale de la France en matière de commerce international. Elle est devenue le **deuxième exportateur d'armes**, en partie grâce

au revers subi par la Russie, dû à l'embargo. Cependant, cela résulte **également** de l'excellence des armements français, favorisés par les commandements nationaux à des entreprises nationales.

Le second facteur est différent : c'est l'effet Trump. L'engagement des États-Unis à défendre l'Europe est devenu incertain et la demande d'autonomie européenne est forte. Cela a également des conséquences pour l'armée française. Cela facilite les accords commerciaux communs avec les partenaires européens (comme la Suède, par exemple, qui a récemment acquis quatre frégates françaises NDI pour la défense de la mer Baltique). À long terme, cela pourrait faciliter l'intégration de la dissuasion nucléaire française dans les structures européennes et peut-être aussi offrir à la France un accès plus large aux marchés européens. En général, les exportateurs d'armes français ont ciblé les pays non membres de l'OTAN car les pays membres constituaient traditionnellement des marchés captifs, préférant l'offre américaine à l'offre française.

Dépenses militaires françaises 2025 : Budget de la défense de 68 milliards de dollars | MilitarySpend

3° Les défis de l'avenir

Lors du sommet de l'OTAN à La Haye en 2025, les pays membres ont décidé de **consacrer 5 % de leur PIB aux dépenses militaires d'ici 2035**. Notre gouvernement a relevé ce défi. La France tiendra-t-elle cet engagement ? C'est loin d'être certain, voire improbable, mais la tendance est là, indéniable. Or, 3,5 % du PIB français représentent 120 milliards d'euros et 5 %, 172 milliards d'euros. Le budget sera donc **doublé**, voire supérieur à celui de l'éducation, par exemple. La France prévoit de porter son budget militaire à 413 milliards d'euros d'ici 2030, conformément à l'ambition du président Emmanuel Macron de faire de la France une puissance militaire centrale en Europe.

Selon le gouvernement français, ce dernier budget de la défense représente une augmentation de 40 % par rapport à la loi de programmation militaire 2019-2025. Cette augmentation budgétaire témoigne d'une priorité accordée au déploiement rapide des forces, à la cyberdéfense, aux capacités spatiales et à la dissuasion nucléaire. Le ministère des Armées souligne que ce budget vise à préparer le pays aux conflits de haute intensité et à respecter ses engagements envers l'OTAN. Concrètement, à quoi servent les 413 milliards d'euros ? Ce budget est censé financer :

- La modernisation de la force de dissuasion nucléaire et de la flotte sous-marine
- Le développement des programmes de cyberdéfense et de défense spatiale
- L'acquisition d'avions de combat Rafale et de véhicules blindés de nouvelle génération
- Le développement de l'intelligence artificielle pour les systèmes de commandement

Plusieurs problèmes liés à cette perspective rendent en réalité **peu plausible** l'atteinte de l'objectif de 5 % pour les dépenses militaires.

Tout d'abord : la politique. Nos prochaines élections générales auront lieu en juin 2027. Personnellement, je ne crois pas que le RN puisse les remporter ; Édouard Philippe serait probablement un vainqueur plus probable. Cependant, aucun de ces candidats ne semble en mesure d'inverser la tendance au réarmement. À tout le moins, ils pourraient être tentés de « ralentir », mais pas davantage. Par ailleurs, la nature même du LPM rend très difficile toute modification du budget. Je ne pense pas qu'il y aura de véritable problème politique en France, contrairement à ce que semblent croire nos alliés. Le prochain président sera en quelque sorte contraint de poursuivre sur cette voie.

La France augmente son budget militaire à 413 milliards d'euros | Agenda Défense

Le véritable défi est désormais **financier**. La France est très endettée et son déficit budgétaire complique la tâche. Où trouver 170 milliards d'euros pour atteindre 5 % du budget ? « Il ne faut pas croire aux

solutions miracles », a averti le ministre Clément Beaune. Le Haut-Commissariat au Plan a élaboré en mai 2025 un document dense relatif au défi budgétaire français. Il sera impossible de relever ce défi sans sacrifier des fonds consacrés à la lutte contre le réchauffement climatique, à la santé et à l'éducation. La dette publique française atteint actuellement 113 % du PIB (bien moins qu'au Japon ou aux États-Unis) et le déficit public est parmi les plus élevés d'Europe, à 5,8 %. Le document propose plusieurs pistes : augmenter les impôts (de plus de 15 milliards d'euros par an), réduire les dépenses publiques (de 0,7 % par an pendant 5 ans). Une autre option envisagée serait d'augmenter le taux d'activité de la population (de 5 points), ce qui est en contradiction avec la politique de retraite actuelle.

Le Haut-Commissariat a formulé une proposition intéressante : **développer une dette européenne commune** et créer un programme de réarmement commun de 450 milliards d'euros, dont 70 milliards pour la France. Le document souligne que ce montant ne représente que la moitié des dépenses engagées pendant la crise de la COVID-19. Toutefois, il est très improbable que l'Allemagne adhère à cette idée, puisqu'un programme européen, « Réarmer l'Europe », existe déjà. Sans accord européen, l'ensemble du fardeau reposera sur les épaules de la France, ce qui l'obligera à prendre des décisions difficiles que le gouvernement actuel reporte et laisse à ses successeurs. Atteindre un pourcentage de 3 % sera même très difficile sur le plan budgétaire.

Le Haut-Commissariat est lucide et estime que ces objectifs annoncés sont bien trop élevés et ambitieux pour être réalistes. Cela contraindra certainement à prendre des décisions difficiles et pourrait provoquer de vifs débats, voire des tensions avec l'opinion publique française.